



JIRO SY RANO MALAGASY

RAPPORT SEMESTRIEL DE SUIVI
DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE REDRESSEMENT
FINANCIER
2025 – 2028

Période couverte *1er semestre 2026*

af

Table des matières

Table des matières	2
1. Résumé Exécutif	4
1.1. Synthèse de l'avancement global	5
1.2. Principaux points d'alerte	5
1.3. Décisions / arbitrages attendus	6
2. Contexte et Rappel des Objectifs du Plan	7
2.1. Situation de référence	7
2.2. Rappel des objectifs stratégiques	7
2.3. Scénario de référence pour la période couverte	7
3. Performance Financière	8
3.1. Évolution des revenus	8
3.2. Évolution des charges opérationnelles	8
3.3. Solde opérationnel	9
3.4. Trésorerie	9
4. Apurement des Dettes et Gestion des Arriérés	10
4.1. Mécanisme d'apurement	10
4.2. Situation apurement dettes antérieures 2024	11
4.3. Situation paiement factures 2025	11
4.4. Situation paiement factures 2026	12
4.5. Prévention de la reconstitution de nouveaux arriérés	12
5. Performance Opérationnelle	13
5.1. Production et mix énergétique	13
5.2. Lutttes contre vols et fraudes	13
5.3. Réduction des pertes	14
5.4. Encaissement commercial	15
6. Déploiement des Projets d'Énergie Renouvelable	16
6.1. Projets PV État	16
6.2. Projets portés par le secteur privé (IPPs)	17
7. Ajustements Tarifaires	18
8. Réformes Structurelles et Mesures d'Accompagnement	19
8.1. Gouvernance de la JIRAMA	19
8.2. Réforme des ressources humaines	19
8.3. Réforme des procédures d'approvisionnement	20
8.4. Autres mesures d'accompagnement	20

9. Risques et Enjeux	20
9.1. Registre des risques	20
9.2. Facteurs de réussite	22
10. Perspectives et priorités du second semestre 2026	22
10.1. Plan d'actions prioritaires	22
10.2. Conclusion générale	23
11. Annexes	24-26

af

Le premier semestre 2026 marque une étape importante dans la mise en œuvre du Plan de Redressement Financier de la JIRAMA. Malgré un environnement particulièrement contraint, marqué par la forte hausse des coûts des combustibles, la pression sur la trésorerie et les effets saisonniers sur la production hydraulique, les réformes engagées ont permis d'enregistrer des avancées significatives, notamment en matière d'apurement des dettes, de gouvernance et de développement des énergies renouvelables.

La Direction Générale demeure pleinement mobilisée pour conduire les transformations nécessaires afin d'améliorer durablement la qualité du service, de renforcer la performance de l'entreprise et de restaurer progressivement ses équilibres financiers.

Les résultats présentés dans ce rapport témoignent des progrès accomplis, mais aussi des défis qui restent à relever. Leur réussite nécessitera la poursuite des efforts engagés par la JIRAMA ainsi que la mobilisation coordonnée de l'ensemble des parties prenantes.

Le second semestre devra être celui de la consolidation, de l'accélération des réformes engagées et de la sécurisation des conditions nécessaires au redressement financier de la JIRAMA, notamment par la réduction des pertes, le développement des énergies renouvelables, le renforcement du recouvrement et la poursuite de l'adaptation progressive de la politique tarifaire

1. Résumé Exécutif

Au terme du premier semestre 2026, la mise en œuvre du Plan de Redressement Financier progresse globalement conformément à la trajectoire retenue, malgré un contexte particulièrement contraint marqué par la hausse des coûts des combustibles et les tensions sur la trésorerie. Les principaux résultats sont résumés ci-après :

- Les avancées sont notables en matière d'apurement des dettes et de déploiement des projets solaires.
- Les difficultés majeures concernent le risque de dégradation de la performance financière et la fragilisation de la trésorerie : hausse des prix des carburants et diminution de la production hydraulique.
- Les réformes structurelles progressent mais nécessitent une accélération pour atteindre les cibles fixées.

Indicateur	Situation	Tendance
Performance financière	Sous pression	En dégradation
Trésorerie	Sous tension	En baisse
Apurement des dettes	Très satisfaisant	En amélioration
Pertes Électricité	Préoccupantes	En hausse
Pertes Eau	En amélioration	Positive
Déploiement ENR	Avancement partiel	À accélérer
Gouvernance	En progression	Positive

1.1. Synthèse de l'avancement global

Volet du Plan	Statut S1 2026	Observations	Cible 2027	Cible 2028
1. Performance financière	Menacée	Hausse des prix carburants et étiage Gasoil : janvier 2026, 3681 Ar/litre à 6063 Ar/litre en juin Fuel : janvier 2026, 2863 Ar/litre à 4028 Ar/litre en juin	EBITDA : -288 Mds Ar	EBITDA : -152 Mds Ar
2. Apurement des dettes IPPs	Avancé	97,3 % des factures IPP 2025 apurées ; 72,5 % des factures courantes 2026 payées	Apurement intégral et absence de nouveaux arriérés	Apurement intégral et absence de nouveaux arriérés
3. Apurement des dettes ARELEC, ADER	Avancé	2024 : paiement suivant protocole ; 2025 : 100% payés	Suivre protocole et paiement régulier redevances courantes	Suivre protocole et paiement régulier redevances courantes
4. Performance opérationnelle (pertes)	En retard	Pertes S1 2026 : électricité : 29,8 % de pertes ; eau : 45,1 % ; S1 2026 : 60 % du mix ;	Pertes : électricité 23 % ; eau 39 % 49 % du mix ;	Pertes : électricité 21 % ; eau 37 % 52 % du mix ;
5. Déploiement des projets d'énergie renouvelable : part du renouvelable dans le mix	Projets PV en retard	194 MW publics cumulés sur 249 MW visés en 2026 127 MW privés cumulés sur 193 MW visés en 2026	319 MW publics cumulés 276 MW privés cumulés	383 MW publics cumulés 292 MW privés cumulés
6. Ajustements tarifaires : tarif moyen	Partielle ment réalisé / à sécuriser	Ajustements attendus octobre 2026 selon Plan	Trajectoire tarifaire du Plan à confirmer	Trajectoire tarifaire du Plan à confirmer
7. Réformes structurelles et mesures d'accompagnement	En cours	Processus de recrutement des nouveaux dirigeants en cours Début de réflexion engagé sur la réforme des procédures de passation de marchés		

1.2. Principaux points d'alerte

Les points suivants constituent les principaux points d'alerte :

- Retard dans la mise en service des projets solaires publics et privés, lié à la disponibilité du matériel DECIM et aux négociations tarifaires.
- Non-application des ajustements tarifaires prévus pour octobre 2026, ce qui risque de compromettre les recettes attendues.
- Aggravation des pertes Electricité et Eau, nécessitant des mesures urgentes de contrôle technique et commercial.

qf

- Dégradation de la trésorerie en mai-juin, accentuant le risque d'insuffisance de liquidités pour assurer le service : causes hausse prix carburant et baisse production hydraulique

Conséquences potentielles si aucune mesure corrective n'est prise :

- Aggravation du déficit d'exploitation ;
- Augmentation du recours aux centrales thermiques ;
- Ralentissement du paiement des fournisseurs ;
- Risque de reconstitution des arriérés ;
- Retard dans l'atteinte des objectifs du Plan de Redressement.

La Direction Générale assure un suivi rapproché de ces points d'attention et a engagé les mesures correctives nécessaires. Les arbitrages sollicités auprès des différentes parties prenantes visent à préserver la trajectoire de redressement fixée par le Plan.

1.3. Décisions / arbitrages attendus

Pour assurer la stabilité financière et poursuivre la mise en œuvre des projets énergétiques actuellement engagés, plusieurs décisions et arbitrages demeurent essentiels. Ces mesures concernent aussi bien la JIRAMA que les autorités publiques, les opérateurs privés, ainsi que les partenaires techniques et financiers. Elles ont pour objectifs de sécuriser les recettes, d'accélérer l'exécution des actions prioritaires et de lever les obstacles opérationnels :

- **Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures et Ministère des Finances** : Octroi régulier de la subvention prévue, validation des ajustements tarifaires d'octobre 2026 pour sécuriser les recettes
- **JIRAMA** : Accélération du plan de réduction des pertes, continuation des actions de lutte contre les vols et fraudes, intensification des actions de recouvrement et accélération des travaux de renforcement des réseaux et mise en place des centrales solaires
- **IPPs** : respect du planning établi sur la mise en place des projets solaires
- **Partenaires techniques et financiers** : Appui à la sécurisation des approvisionnements en matériel afin de lever les blocages sur les projets solaires, contribution aux différents investissements sur le renforcement des réseaux,

Décision	Responsable	Délai
Validation de la trajectoire tarifaire prévue par le Plan de Redressement Financier	MEH / MEF	oct-26
Sécurisation des subventions	MEF	Permanent
Accélération projets solaires	CA et DG JIRAMA	S2 2026
Réduction des pertes	Directions concernées	Immédiat

af

2. Contexte et Rappel des Objectifs du Plan

2.1. Situation de référence

La JIRAMA fait face à une situation financière structurellement déficitaire : un déficit d'exploitation estimé à 90 milliards d'ariary par mois, des pertes techniques et commerciales d'environ 30 %, un défaut de recouvrement de 20 % des factures émises, et un encours de dettes et d'arriérés dépassant 1 673 milliards d'ariary (situation de référence 2024).

2.2. Rappel des objectifs stratégiques

Le Plan de Redressement Financier 2025-2028 de la JIRAMA repose sur cinq objectifs fondamentaux :

- ❖ Atteindre l'équilibre opérationnel en réduisant progressivement les coûts de production grâce aux énergies renouvelables.
- ❖ Moderniser les infrastructures de production, de transport et de distribution.
- ❖ Apurer les dettes et arriérés existants tout en prévenant la constitution de nouveaux.
- ❖ Réduire la dépendance aux subventions de l'État.
- ❖ Contribuer aux objectifs du Pacte Énergie M300

Le Plan repose sur deux scénarios — Référence et Optimiste — selon le rythme de mise en œuvre des énergies renouvelables, des ajustements tarifaires et des efforts internes de la JIRAMA. Le présent rapport rend compte de l'avancement réel par rapport à la trajectoire planifiée, sur le premier semestre 2026.

2.3. Scénario de référence pour la période couverte

Indicateur	Réalisé S1 2026	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
EBITDA (Mds Ar)	-222	-550	-288	-152
Taux de pertes global (%) Électricité	29,8%	25%	23%	21%
Taux de pertes global (%) Eau	45%	41%	39%	37%
Capacité renouvelable publique cumulée (MW)	194,8	249	319	383
Capacité renouvelable privée cumulée (MW)	127	193	276	292
Part du renouvelable dans le mix de production (%)	60%	44%	49%	52%

af

3. Performance Financière

La trajectoire des revenus et des charges suit globalement le rythme attendu, mais la situation financière reste fortement dépendante de l'évolution des prix des combustibles et du maintien des subventions publiques.

3.1. Évolution des revenus

Au premier semestre 2026, les revenus totaux atteignent 528 milliards d'ariary, dont 487 milliards issus de l'électricité et 35 milliards de l'eau, sur une cible annuelle de 1 575 milliards. Le tarif moyen de vente de l'électricité s'établit à 683 Ar/kWh, en hausse par rapport aux 659 Ar/kWh de 2025, une augmentation engendrée par l'ajustement tarifaire appliqué aux clients à moyenne tension (MT) en octobre 2025. À l'inverse, le tarif de l'eau reste quasi stable à 1 021 Ar/m³, faute d'ajustement, ce qui limite la progression des revenus du secteur de l'eau.

Indicateur	Réalisé 2025 (*)	Cible 2026	Réalisé S1 2026 (**)	(%) par rapport cible
Revenus totaux (Mds Ar) dont :	961	1 575	522	35%
Electricité	888	1 477	487	33%
Eau	74	98	35	36%
Tarif moyen de vente (Ar/kWh)	659	855	683	-
Tarif moyen de vente (Ar/m ³)	1 022	1 022	1 021	-

(*) Comptes d'exploitation avant audit

(**) Compte de résultat provisoire

3.2. Évolution des charges opérationnelles

Les dépenses opérationnelles totales s'élèvent à 752 milliards d'ariary sur le semestre, dominées par les charges de carburant (402 milliards d'ariary), soit 53%, et l'achat d'énergie auprès des producteurs indépendants (IPP, 271 milliards d'ariary), soit 36%.

En Milliards Ariary

Indicateur	Réalisé 2025 (*)	Cible 2026	Réalisé S1 2026 (**)	(%) par rapport cible
Charges opérationnelles totales (Mds Ar)	1 610	2 125	752	35%
Charges carburants (Mds Ar)	861	1 181	402	34%
Achat d'énergie IPP (Mds Ar)	516	658	271	41%
Charges de personnel (Mds Ar)	103	119	43	36%
Coût moyen de production (Ar/kWh)	709	823	-	
Coût moyen opérationnel (Ar/kWh)	1 061	1 159	-	
Coût de revient moyen (Ar/kWh)	1 176	1 319	-	

(*) Comptes d'exploitation avant audit (**) Compte de résultat provisoire

OK

3.3. Solde opérationnel

Le solde opérationnel demeure déficitaire, avec un EBITDA de -222 milliards d'ariary au S1 2026, portant l'écart à -328 milliards d'ariary par rapport à la cible annuelle. La subvention perçue sur la période est de 246 milliards d'ariary, laissant un reliquat de 573 milliards à mobiliser d'ici la fin de l'exercice, financé à hauteur de 400 milliards d'ariary par le MEH (au titre du PIP) et de 173 milliards d'ariary par le MEF.

En Milliards Ariary				
Indicateur	Réalisé 2025 (*)	Cible 2026	Réalisé S1 2026 (**)	Ecart
Subvention	796	819	246	573
EBITDA	-599	-550	-222	-328

(*) Comptes d'exploitation avant audit (**) Compte de résultat provisoire

En synthèse, les résultats financiers du premier semestre traduisent une amélioration des recettes mais restent fortement affectés par la hausse des charges énergétiques, ce qui justifie la poursuite des mesures de maîtrise des coûts et de sécurisation des financements.

3.4. Trésorerie

Après quatre mois consécutifs de flux de trésorerie positifs (janvier à avril 2026), la trésorerie se dégrade nettement en mai et juin 2026, à cause de la hausse des prix des carburants.

Pour le gasoil, on a constaté une augmentation significative du prix à partir de mai 2026, passant de 3681 Ar/litre en janvier 2026 à 5873 Ar/litre en mai et à 6063 Ar/litre en juin 2026. Il convient de préciser que la JIRAMA prend en charge 100% de la dépense en gasoil.

Pour le fuel, en raison de la hausse des prix, les engagements mensuels de 25 milliards d'ariary sont ramenés à 20 Mds d'ariary à compter de juin 2026. Entre janvier et juin 2026, le prix du fuel passe de 2863 Ar/litre à 4028 Ar/litre.

Dans la rubrique « Autres », la hausse des montants constatés en mai et juin 2026 correspond principalement à des achats de groupes électrogènes.

LIBELLES	janv.-26	févr.-26	mars-26	avr.-26	mai-26	juin-26
(A) ENCAISSEMENTS	84	92	96	94	82	100
(B) DECAISSEMENTS	80	60	85	68	125	133
Achat d'énergie	23	0	21	0	33	40
Pétroliers	42	46	46	50	64	69
Gas oil	22	21	21	25	39	49
Fuel oil	20	25	25	25	25	20
Location des groupes	0	0	0	0	0	0
Transporteur	1	1	1	1	1	1
Personnel	9	6	9	9	10	8
IRSA	0	0	0	0	0	0
Autres	6	7	8	9	18	15
(C) FLUX DE TRESORERIE = (A) - (B)	4	32	11	26	-44	-34

9 f

Analyse prospective : Si les tendances observées en mai-juin se poursuivent jusqu'à la fin de l'année, la pression sur la trésorerie risque de s'accroître, notamment durant la période d'étiage. Cette situation justifie la poursuite simultanée des actions de réduction des coûts, d'amélioration du recouvrement et de sécurisation des subventions.

4. Apurement des Dettes et Gestion des Arriérés

4.1. Mécanisme d'apurement

Un mécanisme d'apurement des dettes et arriérés de la JIRAMA a été adopté par le Conseil d'Administration de la JIRAMA et approuvé par les ministères de tutelle au début de l'année 2026. Le mécanisme est encadré par un arrêté interministériel (n°7242/2025) qui confie au Trésor Public la responsabilité d'élaborer et de suivre un plan réaliste d'apurement des dettes arrêtées au 31 décembre 2024.

Dans ce document, la dette totale s'élève à environ 3 600 milliards d'ariary, répartis en deux grandes catégories :

- **Dettes envers l'État et le secteur public :** 2 058 milliards d'ariary (dettes fiscales, emprunt État malagasy, dettes rétrocédées et dettes envers organismes publics)
- **Dettes envers le secteur privé :** 1 545 milliards d'ariary (fournisseurs de carburant, producteurs privés d'électricité, etc.)

Les derniers rapports d'audit relatifs aux montants définitifs des dettes sont en cours de validation.

Les objectifs du mécanisme d'apurement sont :

- Réduire les dettes et arriérés : diminuer progressivement le passif financier de la JIRAMA avec pour objectif d'améliorer la situation financière et d'assurer les engagements futurs.
- Maintenir les services essentiels : l'apurement des dettes ne doit pas compromettre l'approvisionnement en énergie et en eau, afin de garantir la continuité des services publics.
- Renforcer la stabilité financière : favoriser la crédibilité de la JIRAMA auprès des investisseurs, des bailleurs de fonds et des partenaires financiers.

Les grands principes du mécanisme reposent sur les points suivants :

- Traitement différencié selon la nature des créances : secteur privé, secteur public, organismes publics, et autres dettes.
- Pour les dettes du secteur privé, deux options sont prévues : factoring avec décote ou remboursement direct à long terme, selon le choix des créanciers.
- Pour les dettes envers l'État, le mécanisme central consiste en une conversion en capital par une opération d'« accordéon » afin d'assainir le bilan de la JIRAMA.
- Pour les organismes publics comme l'ADER et l'ARELEC, le document prévoit une remise de dette contre un engagement de paiement annuel de 1 milliard MGA pendant cinq ans pour chacun.

- Stabilisation de la situation financière de la JIRAMA en couvrant intégralement le besoin de subvention d'équilibre en 2025, 2026, 2027 et 2028 afin d'éviter la création de nouveaux arriérés

4.2. Situation apurement dettes antérieures 2024

- ❖ **Dettes envers l'État:** Le processus de conversion en capital est en cours.
- ❖ **Producteurs privés IPPs :** Le tableau suivant présente la situation actuelle des montants réglés dans le cadre de l'opération de factoring.

En Milliards Ariary

Société	Montant
Vestop Madagascar SARLU	10,03
Afripower Mandrozeza S.A	63,19
Energie Electric SAU	68,07
Hydelec Madagascar S.A	12,50
Mahitsy Hydro S.A	34,03
TOTAL	187,85

- ❖ **ADER/ARELEC :** Les protocoles d'accord signés entre ADER et ARELEC avec la JIRAMA prévoient une remise de dette contre un engagement de paiement annuel de 1 milliard d'ariary pendant cinq ans pour chaque entité.

Le tableau suivant montre la situation actuelle de ces paiements

En Milliards Ariary

	Paielement prévu 2026	Paielement JIRAMA 2026	Reste Paiement 2026
Redevances ADER 2024 et antérieures	1	0,5	0,5
Redevances ARELEC 2024 et antérieures	1	0,5	0,5

4.3. Situation paiement factures 2025

L'objectif est d'apurer toutes les factures impayées de la JIRAMA pour 2025. Pour y parvenir, la JIRAMA réglera directement une partie des montants dus, tandis que l'État apportera son appui par une subvention.

Le tableau suivant récapitule la situation du paiement des factures 2025 des IPPs

En Milliards Ariary

	Factures 2025	Paielement JIRAMA	Paielement ETAT	Reste
IPPs	460,60	279,66	168,46	12,48

Sur une facturation 2025 des producteurs indépendants d'électricité (IPPs) de 460,60 Mds Ariary, on a réglé 448,12 Mds d'ariary, soit un taux d'apurement de 97,3 %. Le solde s'élève à 12,48 Mds d'ariary en attente de validation par les équipes techniques et régularisation par les fournisseurs.

4.4 Situation paiement factures 2026

L'objectif reste l'apurement intégral des factures dues à la JIRAMA pour 2026 par la combinaison des paiements directs de la JIRAMA et de la subvention de l'État

Le tableau suivant récapitule les paiements effectués par la JIRAMA et l'État à fin juin 2026

En Mds Ariary	En Milliards Ariary			
	Factures reçues	Paiement JIRAMA	Paiement ETAT	Reste
IPPs factures reçues (janvier à Mai 2026)	259,75	106,72	88,08	64,96
Pétroliers factures reçues (janvier à Mai 2026)	315,56	140,00	106,96	68,59
ARELEC Redevance 2025	3,67	3,67	-	0,00
ADER Redevance 2025	6,96	6,96	-	0,00

- ❖ **IPPs** : Sur les factures reçues entre janvier et mai 2026, un montant de 194,80 milliards d'ariary a été réglé, soit un taux d'apurement de 74,9%. Le solde de 64,96 milliards d'ariary correspond à des factures actuellement en cours de validation et sera payé dès que ces validations auront été effectuées.
- ❖ **Pétroliers** : Sur les factures reçues entre janvier et mai 2026, un montant de 246,96 milliards d'ariary a été réglé, soit un taux d'apurement de 78,3%. Les engagements mensuels de 25 milliards d'ariary sont réduits à 20 Mds d'ariary à compter de juin 2026
- ❖ **ARELEC et ADER** : En respectant le protocole, la JIRAMA a pu solder les redevances 2025 des deux entités

4.5. Prévention de la reconstitution de nouveaux arriérés

Les mesures suivantes ont été prises pour éviter la reconstitution de nouveaux arriérés :

- ❖ Respect de la règle de répartition (JIRAMA / Compte RGA) pour les factures courantes : pour l'année 2026, la JIRAMA a payé 48% des factures reçues des IPPs
- ❖ Inscription budgétaire dans la Loi de Finances en vigueur
- ❖ Planification des transferts de l'État : on constate un paiement régulier de l'Etat avec une moyenne mensuelle de 12,58 Mds Ariary pour les IPPs
- ❖ Indicateur : taux de paiement des factures courantes en 2026 de 72,5% ; les impayés sont constitués de factures en cours de validation et représentent environ 37 jours d'échéance

5. Performance Opérationnelle

5.1. Production et mix énergétique

Indicateur	Réalisé 2025	Cible 2026	Réalisé S1 2026	Écart
Production totale (GWh)	2 013	2 302	1 025	1 277
Part thermique (%)	47,3%	54,9%	40,0%	-
Part renouvelable (%)	52,7%	45,1%	60,0%	Cible dépassé
Capacité renouvelable publique cumulée (MW)	192,6	249	194,8	55
Capacité renouvelable IPPs cumulée (MW)	124	193	127	66

La bonne disponibilité hydraulique au premier semestre 2026 a permis d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 60 %, dépassant même les objectifs fixés de 45,1 %. Cette situation permet de réduire la dépendance thermique.

En effet, le premier semestre 2026 confirme l'importance stratégique de l'hydraulique dans l'équilibre du mix énergétique. Toutefois, cette situation est saisonnière : le second semestre sera marqué par la période d'étiage, réduisant significativement la part de l'hydraulique. Ainsi, pour maintenir la part des renouvelables et assurer l'atteinte des objectifs annuels, il est primordial d'accélérer la mise en œuvre des projets solaires.

5.2. Luites contre vols et fraudes

Au cours du premier semestre 2026, la JIRAMA a intensifié sa lutte contre les vols d'énergie et les fraudes en mettant en place une task force dédiée aux descentes sur le terrain. Cette structure a permis un traitement systématique des dénonciations reçues, complété par une campagne de sensibilisation menée via les réseaux sociaux et d'autres canaux de communication, rappelant aux usagers le caractère pénal de ces pratiques.

Les résultats de cette mobilisation sont palpables :

- 306 cas de fraude ont été détectés, représentant une énergie fraudée estimée à 952 748 kWh, soit environ 850 millions d'ariary
- Sur le plan du contrôle, 7 492 compteurs ont été vérifiés, dont 53 compteurs anormaux (bloqués) ont été remplacés.
- Les opérations de ratissage ont couvert un large territoire, avec 6 954 contrôles réalisés à Antananarivo et 538 à Tuléar, débouchant sur 359 coupures pour vol et fraude avérées, 943 ajustements de puissances souscrites et 574 disjoncteurs identifiés pour remplacement.

Dans les prochains mois, la JIRAMA prévoit une extension du ratissage vers les provinces et régions, ainsi qu'un suivi renforcé du recouvrement des rappels de consommation non apurés.

Cependant, on peut citer trois difficultés qui freinent les actions de terrain :

- Accès refusé chez certains gros clients, qui imposent leurs propres conditions : une note officielle est attendue pour obliger les clients MT à garantir le libre accès aux contrôleurs, sous peine de coupure à la source.
- Zones inaccessibles pour des raisons de sécurité, exposant les contrôleurs à des risques : nécessitent une coopération renforcée avec les communes, les préfectures et les forces de l'ordre.
- Manque de moyens matériels et humains adaptés.

5.3. Réduction des pertes

Le premier semestre 2026 montre une situation contrastée :

- En **électricité**, la tendance est préoccupante avec une aggravation des pertes par rapport à l'année 2025 et à l'objectif fixé. Cette situation nécessite des mesures urgentes pour inverser la tendance.
- En **eau**, les résultats montrent une amélioration par rapport à l'année 2025, mais l'écart avec la cible impose de poursuivre et intensifier les actions correctives.

Indicateur	Réalisé 2025	Cible 2026	Réalisé S1 2026	Écart
ÉLECTRICITÉ : Taux de pertes global (%)	28,8%	25,0%	29,8%	4,8
EAU : Taux de pertes global (%)	46,3%	40,8 %	45,1 %	4,2

Les résultats du premier semestre 2026 montrent que bien que la lutte contre les vols et fraudes soit nécessaire, elle ne peut pas, à elle seule, inverser la tendance des pertes.

Pour l'électricité, malgré les efforts déployés, les pertes ont augmenté, passant de 28,8 % en 2025 à 29,8 % au premier semestre 2026, ce qui creuse l'écart avec l'objectif de 25 % de 4,8 points. Pour l'eau, le taux de pertes a diminué, passant de 46,3 % à 45,1 %, mais l'écart avec la cible (40,8 %) reste significatif.

Les pertes demeurent le principal levier interne d'amélioration de la performance financière. Chaque point de perte récupéré représente une amélioration significative des recettes sans investissement supplémentaire de production. Les efforts devront être prioritairement concentrés sur :

- la lutte contre les fraudes ;
- le remplacement des compteurs défectueux ;
- la modernisation des réseaux ;
- le renforcement des contrôles commerciaux ;
- l'amélioration du rendement technique.

La Direction Générale a érigé la réduction des pertes techniques et commerciales en priorité stratégique. Les actions engagées au premier semestre seront intensifiées au second semestre afin d'améliorer durablement le rendement des réseaux et les performances commerciales.

5.4. Encaissement commercial

- Le total encaissé progresse nettement entre janvier 2026 et juin 2026, passant de 92,5 à 101,6 milliards d'ariary
- Le taux d'encaissement global passe de 10,1% en janvier à 10,9% en juin 2026. C'est le rapport entre le total de l'encaissement et la somme du débit et du hors débit. Cette hausse est portée principalement par :
 - La forte augmentation des encaissements privé : débit (6,6%) et hors débit (18,4%).
 - La progression des encaissements administratifs et collectivités, aussi bien en débit (+0,75) qu'en hors débit (+1,97).

Unité : Milliards Ar

LIBELLES		janv-26	juin-26
DEBIT	PRIVE	95,5	91,8
	ADM	5,3	7,0
HORS DEBIT	PRIVE	285,4	295,4
	ADM	525,1	542,3
ENCAISSEMENT	DEBIT PRIVE	72,7	77,5
	DEBIT ADM	0,5	1,7
	HORS DEBIT PRIIVE	18,3	21,6
	HORS DEBIT ADM	0,9	0,7
	TOTAL ENCAISSEMENT	92,5	101,6
TAUX ENCAISSEMENT	DEBIT PRIVE	76,1%	84,4%
	DEBIT ADM	10,2%	24,9%
	HORS DEBIT PRIIVE	6,4%	7,3%
	HORS DEBIT ADM	0,2%	0,1%
	TOTAL	10,1%	10,9%

En synthèse, les performances opérationnelles demeurent contrastées : la progression des énergies renouvelables constitue un point positif, mais la réduction des pertes et l'amélioration du recouvrement restent les principaux leviers d'amélioration.

af

6. Déploiement des Projets d'Énergie Renouvelable

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable, plusieurs priorités doivent être prises en compte : la sécurisation de l'approvisionnement en matériels DECIM, la finalisation des négociations tarifaires avec les IPP et les porteurs de projets, ainsi que le renforcement du suivi de l'exécution des projets d'hybridation.

Projet	Principal blocage	Action proposée
Projets État	Matériel DECIM	Sécuriser l'approvisionnement
IPP et Porteurs de projets	Tarifs	Finaliser les négociations
Hybridation	Exécution	Renforcer le suivi

6.1. Projets PV État

Sur les 60,88 MWc de capacité prévue pour 9 projets solaires, 13,7 MWc sont déjà raccordés au réseau dont :

- Projet « 50 MW » avec 34,5 MWc prévue :
 - Un site est entièrement opérationnel à Ambatomirahavavy (1,5 MWc)
 - Trois sites sont partiellement mis en service (12,2MWc). Une extension est prévue pour décembre 2026, en attendant la livraison de matériel DECIM pour Ampangabe, Mangatany et Ilafy.
 - Trois autres sites ont leurs panneaux déjà installés, mais attendent le matériel DECIM pour le câblage
- Projet 17 sites DECIM : Le dossier d'exécution est validé, avec la mise en service de 3 sites prévue pour fin décembre 2026
- Projet 32 sites : Le contrat de fourniture du matériel est signé. Le projet est maintenant en phase de réalisation

En effet, la JIRAMA exploite actuellement 18,5 MWc de centrales solaires.

Pour les projets en cours, le tableau suivant récapitule la situation :

Projet	Type	Capacité cible (MW)	Capacité réalisée (MW)	Observations
Ampangambe	Solaire	10	5	5 MW prévue décembre 2026 ; Attente matériels DECIM
Mangatany	Solaire	9,5	5	4,5 MW prévue décembre 2026 ; Attente matériels DECIM
Ilafy	Solaire	7	2,2	4,8 MW 12/2026 ; Attente matériels DECIM
Ambatomirahavavy	Solaire	1,5	1,5	En service depuis octobre 2025

XY

Projet	Type	Capacité cible (MW)	Capacité réalisée (MW)	Observations
Vontovorona	Solaire	1,5	-	1,5 MWc de panneaux installés ; Attente matériels DECIM pour finaliser le câblage
Centrale Mahajanga	Solaire	2	-	2 MWc de panneaux installés ; Attente matériels DECIM pour finaliser le câblage
Centrale Nosy Be	Solaire	3	-	3 MWc de panneaux installés ; Attente matériels DECIM pour finaliser le câblage
Hybridation de 17 sites	Solaire	11,38	-	3 sites déc. 2026 ; 14 sites déc. 2027 ; dossiers d'exécution validés
Hybridation de 32 sites	Solaire	15	-	Contrat signé – Passage en phase d'exécution

6.2. Projets portés par le secteur privé (IPPs)

Pour les IPPs déjà sur place, on peut citer les réalisations suivantes en 2026 :

- First Energy : Mampikony et Port Bergé respectivement 244 kWc et 300 kWc au premier semestre 2026
- NOVA Énergie : Nosy Be 3 MWc au premier semestre 2026

Avec ces réalisations, les centrales solaires exploitées par les IPPs passent de 60,1 MWc à fin décembre 2025 à 63,7 MWc à fin juin 2026.

Le tableau suivant montre la situation des nouveaux projets IPPs

Projet / Promoteur (IPP)	Type	Capacité cible (MW)	Capacité réalisée (MW)	Observations
FILATEX Moramanga	Solaire	15	-	Négociation en cours sur les tarifs
NEA Ambatolampy	Solaire	15	-	Négociation en cours sur les tarifs
TOZZI GREEN Ankelimahery	Solaire	4,95	-	Négociation en cours sur les tarifs
TOZZI GREEN Farahantsana	Solaire	4,95	-	Négociation en cours sur les tarifs
TOZZI GREEN Mahitsy	Hydraulique	10	-	Négociation en cours sur les tarifs
HIER Belaoko Andapa	Hydraulique	2,7	-	Négociation en cours sur les tarifs
MADO Nosy Be	Solaire	0,2	-	Négociation en cours sur les tarifs
55 sites — Solution Solaire	Solaire	526	-	Évaluation des offres en cours

Les retards observés concernent principalement des contraintes d'approvisionnement et d'exécution. Ils ne remettent pas en cause l'orientation stratégique de la JIRAMA en faveur d'un développement accéléré des énergies renouvelables conformément au Plan de Redressement Financier

7. Ajustements Tarifaires

La trajectoire tarifaire prévue par le Plan de Redressement Financier constitue l'un des leviers d'amélioration de l'équilibre économique de la JIRAMA. Elle s'inscrit dans une démarche globale comprenant également la réduction des pertes techniques et commerciales, le renforcement du recouvrement, le développement des énergies renouvelables et les réformes de gouvernance

Le tableau suivant résume le calendrier des ajustements tarifaires prévus pour l'année 2026 par catégorie de client.

Le Plan de Redressement ne prévoit pas d'ajustements pour les catégories sociales basses tension : BT Business Social et BT Résidentiel Social

Catégories Clients	Calendrier / Ajustement prévu (Plan)	Mise en œuvre effective	Gain cumulatif prévu	Gain effectif obtenu	Observations
Haute et Moyenne Tension (HT/MT)	16% Octobre 2025	Oui	46 Mds Ar en 2025	53 Mds Ar en 2025	-
	16% Octobre 2026	-	67 Mds Ar en 2026	-	Attente date pour effectuer
BT Business Confort	10% Octobre 2026	-	4 Mds Ar en 2026	-	Attente date pour effectuer
BT Business Super Confort	10% Octobre 2026	-	1 Md Ar en 2026	-	Attente date pour effectuer
BT Résidentiel Confort	10% Octobre 2026	-	1 Md Ar en 2026	-	Attente date pour effectuer
BT Résidentiel Super Confort	10% Octobre 2026	-	1 Md Ar en 2026	-	Attente date pour effectuer

Les estimations du gain effectif s'appuient sur les données réelles des années 2024 et 2025. On calcule le gain en se basant sur une vente constante pour observer l'impact du prix

Libellés	Unités	2024	2025	Gain
Ventes HT/MT	GWh	551	551	-
Recettes HT/MT	Mds Ariary	370	423	53
Prix moyen HT/MT	Ariary/kWh	672	767	95

af

8. Réformes Structurelles et Mesures d'Accompagnement

8.1. Gouvernance de la JIRAMA

Les actions suivantes ont été élaborées pour assurer la bonne gouvernance :

- ❖ Principales décisions de gouvernance prises au cours du semestre :
 - Adoption des valeurs pour guider les actions de redressement : **HOPE**
 - H : Humilité : apprendre continuellement, reconnaître ses limites et assumer ses responsabilités avec rigueur et discipline.
 - O : Opportunité : agir avec transparence et intégrité, tout en sachant saisir les occasions pour améliorer son domaine et contribuer au progrès collectif.
 - P : Proactivité, Promptitude : anticiper les obstacles, prendre des initiatives, et agir avec célérité face aux imprévus le tout dans un esprit d'écoute, d'intégrité et de transparence
 - E : Émulation : rechercher l'amélioration continue, s'inspirer des réussites d'autrui et de ses propres accomplissements pour progresser.
 - Création d'une Task Force pour la lutte contre les vols et fraudes
 - Renforcement de la reddition de comptes, de la responsabilité managériale et de la discipline d'exécution : Rendre compte régulièrement, Anticiper et agir avec réactivité, Respecter les circuits hiérarchiques et l'alignement stratégique
- ❖ Mise en place d'une nouvelle organisation : le processus de recrutement interne est lancé pour valoriser les ressources internes et confié à un cabinet indépendant
- ❖ Nouveaux statuts de la JIRAMA

8.2. Réforme des ressources humaines

Le tableau suivant montre la situation actuelle des ressources humaines

Indicateur	Cible Plan (horizon 2029)	Situation à fin juin 2026
Effectif total	3 505 (vs 4 542 fin 2024)	4 379
Part des femmes dans l'effectif	20 % (vs 14 % en 2024)	14%
Part des métiers techniques	70 % (vs 48 % en 2024)	55%
Recrutements cumulés	600 recrutements (majorité jeunes)	518

Sur un total de 518 recrutements, 467 ont été effectués sous contrat à durée déterminée, afin de combler le manque de ressources humaines adaptées. Par ailleurs, les femmes représentent 28 % des personnes recrutées.

8.3. Réforme des procédures d'approvisionnement

Des rencontres ont été tenues avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour trouver des terrains d'attente sur la réforme envisagée. L'objectif clé est de viser la performance (coûts, délais, qualité) à travers une procédure validée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Suite à cette démarche, la JIRAMA commence à recenser les besoins spécifiques nécessitant la flexibilité dans la passation de marché.

8.4. Autres mesures d'accompagnement

Les mesures suivantes ont été prévues, mais restent suspendues :

- Mise en place d'une centrale thermique à HFO à Ambohimananambola
- Basculement d'autres sites en HFO

9. Risques et Enjeux

La trajectoire du Plan de Redressement Financier fait face à plusieurs risques qui pourraient compromettre les objectifs pour 2026-2028.

Pour le second semestre, les enjeux cruciaux concernent la préservation des équilibres financiers réalisés : l'augmentation des prix des carburants et la période d'étiage impactent directement la trésorerie et l'EBITDA. De plus, l'approbation des ajustements tarifaires d'octobre 2026 est essentielle pour une part significative des recettes prévues.

Sur le plan opérationnel, le rythme de mise en service des projets solaires, très dépendant de la disponibilité du matériel DECIM, demeure le principal facteur pour maîtriser la part d'énergie renouvelable dans le mix. Enfin, le maintien des réformes de gouvernance et de ressources humaines est déterminant pour que la JIRAMA puisse consolider les avancées en matière d'apurement des dettes et de discipline budgétaire.

9.1. Registre des risques

Risque identifié	Probab. (F/M/E)	Impact (F/M/E)	Mesures d'atténuation	Responsable	Statut
<i>Reconstitution des arriérés fournisseurs</i>	M	E	Respect strict de la règle de répartition JIRAMA / Compte RGA ; suivi mensuel des paiements IPP et pétroliers ; sécurisation des transferts réguliers de la subvention de l'État	JIRAMA / MEF	Sous contrôle
<i>Retard dans la mise en service des projets renouvelables</i>	E	M	Accélération de l'approvisionnement en matériel ; appui des	JIRAMA / PTF	Actif

Risque identifié	Probab. (F/M/E)	Impact (F/M/E)	Mesures d'atténuation	Responsable	Statut
			partenaires techniques et financiers ; suivi rapproché du calendrier des projets PV État et IPP		
<i>Non-application des ajustements tarifaires prévus</i>	E	E	Plaidoyer auprès du Ministère de l'Énergie et des Finances pour la validation des ajustements d'octobre 2026 ; communication sur la trajectoire tarifaire du Plan	MEH / MEF	Actif
<i>Insuffisance de trésorerie pour assurer le service</i>	E	E	Suivi hebdomadaire du plan de trésorerie ; sécurisation des versements de la subvention (compte RGA) ; maîtrise des charges de carburant	JIRAMA	Sous surveillance
<i>Résistance sociale aux réformes tarifaires</i>	M	M	Communication et concertation avec les parties prenantes ; préservation des catégories sociales (BT Social) ; accompagnement progressif des hausses tarifaires	JIRAMA / MEH	À surveiller
<i>Aléas climatiques impactant la production hydraulique</i>	E	M	Accélération des projets solaires pour diversifier le mix ; plan de gestion de l'étiage ; renforcement du parc thermique de secours	JIRAMA (Direction Production)	Actif (saisonnier)
<i>Retard dans la réforme des ressources humaines et la mise en place de la nouvelle gouvernance</i>	M	M	Poursuite du processus de recrutement des nouveaux dirigeants ; accompagnement du plan de rajeunissement des effectifs ; renforcement de la task force anti-fraude	JIRAMA / DG	En cours

F = Faible, M = Modéré, E = Élevé

af

9.2. Facteurs de réussite

Au-delà de la gestion des risques identifiés, la réussite du Plan de Redressement Financier dépendra de la consolidation de plusieurs leviers déjà engagés au premier semestre 2026 :

- ❖ Soutien continu de l'État, à travers le versement régulier de la subvention d'équilibre et l'appui au mécanisme d'apurement des dettes et arriérés.
- ❖ Mobilisation des partenaires techniques et financiers pour sécuriser les approvisionnements en matériel et accélérer la mise en service des projets d'énergie renouvelable, publics et privés.
- ❖ Validation et mise en œuvre effective des ajustements tarifaires prévus pour octobre 2026, condition essentielle à la sécurisation des recettes.
- ❖ Renforcement de la gouvernance interne et de la discipline d'exécution : task force anti-fraude, reddition de comptes régulière et nouvelle organisation portée par des dirigeants recrutés sur la base des compétences.

10. Perspectives et priorités du second semestre 2026

10.1. Plan d'actions prioritaires

Action	Responsable	Échéance	Résultat attendu
Réduction des pertes techniques	Direction Distribution	déc-26	Amélioration du rendement
Mise en service des centrales PV	Direction Production	déc-26	Réduction des coûts
Finalisation négociations IPP	DG	oct-26	Nouveaux MW disponibles
Amélioration du recouvrement	Direction Commerciale	Permanent	Hausse des recettes
Maîtrise des charges carburant	DAF	Permanent	Préservation de la trésorerie

10.2. Conclusion générale

Au terme du premier semestre 2026, la mise en œuvre du Plan de Redressement Financier enregistre des avancées significatives, notamment en matière d'apurement des dettes, de gouvernance et de développement des énergies renouvelables. Toutefois, la hausse exceptionnelle des coûts des combustibles, la dégradation de la trésorerie, les pertes élevées et les retards observés dans certains projets structurants demeurent des facteurs de risque majeurs.

Les priorités du second semestre devront porter sur l'accélération des projets solaires, la réduction des pertes techniques et commerciales, le renforcement du recouvrement, la maîtrise des charges d'exploitation et la sécurisation des ressources financières. L'atteinte des objectifs du Plan reposera sur la mobilisation coordonnée de l'ensemble des parties prenantes, tant au niveau de la JIRAMA que de l'État, des partenaires techniques et financiers et des producteurs indépendants d'énergie.

Le second semestre 2026 sera déterminant pour consolider les acquis du premier semestre et transformer les réformes engagées en résultats durables. La Direction Générale poursuivra avec détermination la mise en œuvre du Plan de Redressement Financier, dans un esprit de responsabilité, de transparence et de redevabilité, afin de renforcer durablement la qualité du service public de l'eau et de l'électricité au bénéfice des usagers et du développement national.

Fait à Antananarivo, le **19 AOÛT 2026**

Le Directeur Général

Le Président du Conseil d'Administration

18/08/2026

Général de Division
Hajatiana RASOLOMANANA
Directeur Général a.i.
Jiro sy RANO MALagasy




Jiro sy Rano Malagasy
Président du Conseil d'Administration

19 AOÛT 2026

Annexes

❖ Tableaux détaillés de suivi de l'apurement des dettes

▪ IPPs en 2025

FOURNISSEURS	Facturation 2025	PAIEMENTS EFFECTUES										Solde (1)
		JIRAMA	1er paiement RGA	JIRAMA	2è paiement RGA	3è paiement RGA	4è paiement RGA	5è paiement RGA	6è paiement RGA	7è paiement RGA	Total	
		Janv à Déc 2025	janv-26	janv-26	févr-26	févr-26	avr-26	avr-26	mai-26	juil-26		
CHE ECAR DIOCESE IHOSY	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-
ERMA	0,24	0,20	0,04	-	-	-	-	-	-	-	0,24	-
FIRST ENERGY	5,85	4,80	-	1,04	-	0,00	-	-	-	-	5,85	0,01
HENRI FRAISE FILS & CIE	42,62	25,66	2,73	3,58	-	2,07	3,87	-	1,96	-	42,62	-
HYDELEC MADAGASCAR S.A	45,91	25,42	6,86	4,20	7,78	1,66	-	-	-	-	45,91	-
HYDRO INGENIERIE ETUDES ET R	5,17	2,88	0,79	0,06	1,02	0,42	-	-	-	-	5,17	-
JOVENA MADAGASCAR	19,10	3,88	12,08	0,78	2,36	-	-	-	-	-	19,10	-
LOCAPRO	4,08	1,37	0,07	0,14	2,16	0,23	0,10	-	0,01	-	4,08	-
MADO	5,55	4,03	0,42	0,37	0,73	-	-	-	-	-	5,55	-
MAHITSY HYDRO SA	66,45	40,64	14,01	1,69	-	9,90	-	-	0,21	-	66,45	-
NEA AMBATOLAMPY	44,04	21,44	11,99	1,73	7,55	1,33	-	-	-	-	44,04	-
NEA MENABE	8,88	4,19	1,14	0,71	1,36	1,47	-	-	-	-	8,88	-
NEA SAVA	15,07	7,35	2,72	1,19	2,60	1,21	-	-	-	-	15,07	-
NOVA ENERGIE	105,22	61,30	6,06	4,73	33,14	-	-	-	-	-	105,22	-
QIT MADAGASCAR MINERALS SA	2,74	1,10	-	-	0,26	-	-	-	-	1,37	2,74	-
SUNFARMING MADAGASCAR SAR	1,91	1,06	0,28	0,05	0,52	-	-	-	-	-	1,91	-
SYMBION POWER	52,66	33,24	8,71	2,23	6,61	1,89	-	-	-	-	52,66	-
VESTOP MADAGASCAR	17,77	9,28	-	-	-	-	-	-	-	-	9,28	-
VISION MADAGASCAR	17,31	9,02	2,04	0,30	1,97	-	-	-	-	-	17,31	-
Total général	460,60	256,86	69,95	22,80	68,05	20,19	3,97	2,74	2,19	1,37	448,12	12,48

■ IPPs en 2026

FOURNISSEURS	Factures reçues	Paiements effectués										Solde (*)
		JIRAMA	RGA	JIRAMA	RGA	JIRAMA	RGA	JIRAMA	RGA	JIRAMA	RGA	
		mars-26	avr-26	mai-26	mai-26	juin-26	juin-26	juil-26	juil-26	juil-26	Total	
AKSA ENERGI URETIM	23,82	-	-	-	-	23,82	-	-	-	-	23,82	0,00
AKSAF POWER LIMITED	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00
FIRST ENERGY	2,70	0,55	0,47	0,26	0,25	0,21	0,23	0,33	0,31	0,31	2,61	0,09
HENRI FRAISE FILS & CIE	18,97	0,74	1,60	0,93	0,88	3,11	2,27	1,35	1,35	1,35	12,23	6,73
HYDELEC MADAGASCAR S.A	29,00	3,31	9,35	6,19	0,15	2,08	2,08	1,52	1,52	1,52	26,22	2,78
HYDRO INGENIERIE ETUDES ET REA	2,67	0,23	0,23	0,44	0,44	0,21	0,21	0,23	0,23	0,23	2,22	0,45
LOCAPRO	1,55	0,07	0,46	0,27	-	0,13	0,13	0,19	0,07	0,07	1,32	0,23
MADO	3,56	0,36	1,00	0,66	0,01	0,33	0,33	0,24	0,24	0,24	3,15	0,41
MAHITSY HYDRO SA	52,47	6,05	17,50	10,41	-	4,34	4,34	2,58	2,58	2,58	47,79	4,69
NEA AMBATOLAMPY	22,30	1,83	5,77	4,02	0,08	1,77	1,77	1,92	1,92	1,92	19,07	3,23
NEA MENABE	3,53	0,37	0,37	0,69	0,69	0,35	0,35	-	-	-	2,84	0,69
NEA SAVA	6,85	0,60	0,60	1,14	0,90	0,57	0,81	-	-	-	4,62	2,23
NOVA ENERGIE	48,93	4,40	4,40	7,86	7,86	3,08	3,08	4,14	4,14	4,14	38,96	9,96
QIT MADAGASCAR MINERALS SA	1,01	-	-	-	-	-	-	0,35	0,34	0,34	0,69	0,32
SUNFARMING MADAGASCAR SARL	0,82	0,05	0,16	0,14	0,02	-	-	0,08	0,08	0,08	0,53	0,29
SYMBION POWER	24,52	2,24	6,09	-	-	-	-	-	-	-	8,33	16,19
VESTOP MADAGASCAR	9,22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	9,22
VISION MADAGASCAR	7,83	-	0,39	-	-	-	-	-	-	-	0,39	7,44
Total général	259,75	20,80	48,41	33,01	11,30	40,01	15,60	12,91	12,76	12,76	194,80	64,96

(*) : Le solde de 64 Mds correspond aux factures en cours de validation par les équipes techniques de la JIRAMA et en attente régularisation par les fournisseurs, dont 34 Mds factures de Janvier à Mai 2026 et 30 Mds factures Juin 2026

▪ Pétroliers en 2026

FOURNISSEURS	Factures reçues	Paiements effectués						Solde (**)
		JIRAMA	RGA	RGA	RGA	RGA	Total	
		Février à Juillet 2026	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26		
JOVENA MADAGASCAR	315,56	140,00	15,74	10,41	29,43	51,38	246,96	68,59
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-
GALANA	-	-	-	-	-	-	-	-
VIVO	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	315,56	140,00	15,74	10,41	29,43	51,38	246,96	68,59

(**) : Factures en cours de validation au niveau Direction Approvisionnement Carburants